le betteravier

CBB

Betteraviers belges - Belgische bietentelers



EDITO
Pas de betteraves sans contrats équilibrés

MARCHÉ DU SUCRE
Les cours mondiaux s'envolent, l'Europe attend son tour

mensuel CBB • 60ème année • numéro 615 • octobre-novembre 2026 • P 806265

N°615

Dans ce numéro :

3 Edito

4 En bref

5 Raffinerie Tirlemontoise

7 Iscal

10 Marché du sucre

12 Irbab

14 Rencontre

20 Divers

23 La campagne en images



Pas de betteraves sans contrats équilibrés

La campagne betteravière bat son plein. L'arrachage se poursuit malgré les fortes averses de la seconde quinzaine d'octobre, et les usines fonctionnent globalement bien. Mais aux champs, la réalité est plus complexe que ne le laisse supposer la transformation bien rodée de nos betteraves à l'usine. Cette saison se caractérise avant tout par de fortes disparités régionales de rendements. Ces fortes différences régionales accentuent l'incertitude aux champs. La culture de la betterave sucrière s'avère, çà et là, une entreprise risquée, dans laquelle la météo et l'état des sols peuvent en un rien de temps compromettre la rentabilité pour le planteur.

Cette incertitude ne vient pas seule. Les agriculteurs évaluent en effet en permanence quelles cultures offrent le meilleur rendement et la plus grande sécurité. Dans un marché où les prix des céréales, et peut-être aussi ceux des pommes de terre et des légumes industriels, se situent à un niveau attractif, certains betteraviers pourraient être fortement tentés d'opter pour des alternatives présentant moins de risques culturaux et moins d'incertitude sur les revenus. Si l'industrie sucrière veut continuer à recevoir suffisamment de betteraves à l'avenir, elle devra mettre sur la table des propositions de contrat attrayantes, équilibrées et rentables pour les planteurs.

C'est là que le bât blesse : la préservation des superficies et de la production sucrière belge passe impérativement par des contrats équilibrés pour les prochaines années culturales. L'époque où le planteur pouvait être traité comme un fournisseur dépendant de matières premières bon marché est définitivement révolue. Les betteraviers, et par extension tous les agriculteurs, exigent et méritent d'être reconnus comme des partenaires commerciaux à part entière dans la chaîne agroalimentaire.
Une répartition équitable des risques, une formation transparente des prix et des conditions correctes ne sont pas une faveur : elles sont une condition indispensable au maintien de la culture.

Dans ce contexte, le respect des récentes décisions de l'Autorité belge de la concurrence (ABC) dans le dossier de la Raffinerie Tirlemontoise et de sa maison mère Südzucker AG est d'une importance cruciale. L'ABC a fixé des règles du jeu claires pour garantir des relations commerciales équitables et ouvertes. Il faut veiller strictement à ce que les conclusions des autorités de la concurrence ne restent pas lettre morte, mais qu'elles soient aussi respectées sur le terrain et dans les nouveaux contrats. Nos collègues européens suivent eux aussi de très près la suite donnée aux conclusions de l'ABC.
Une usine qui ne respecte pas les directives de l'ABC et ne traite pas les planteurs en partenaires égaux joue avec le feu. Elle risque même de voir les planteurs déserter. Car aujourd'hui, l'agriculteur-betteravier a le choix. Si la rentabilité reste à la traîne en raison de propositions contractuelles insuffisantes et que tout équilibre interprofessionnel fait défaut, le planteur n'hésitera pas à se tourner vers d'autres cultures.

Le message adressé à l'industrie sucrière est donc clair : respectez les règles, valorisez le planteur et proposez des contrats à la hauteur des risques encourus aux champs et de la hausse des coûts de production afin de rendre la culture betteravière rentable. Ce n'est qu'au prix d'un partenariat équitable que la betterave sucrière restera un pilier durable et rentable de l'agriculture belge. À la CBB, nous continuerons à défendre ces principes et à œuvrer avec détermination pour l'avenir de nos planteurs.

Hendrik Vandamme
Président CBB



En bref



Brésil. Au Brésil, des pluies persistantes perturbent la récolte de canne, tandis que les usines orientent davantage de canne vers l'éthanol en raison des prix élevés du pétrole. En août, la production de sucre de la région Centre-Sud était inférieure de 5,6 % à celle d'un an plus tôt, et de 14,3 % durant la seconde quinzaine de septembre. Pour l'ensemble de la campagne 2026/27, l'USDA estime la production brésilienne à 42,2 millions de tonnes, soit environ 2,5 % de moins que l'an dernier.

Inde. L'Inde, deuxième producteur mondial, supprime pour 2026/27 l'utilisation de canne à sucre pour l'éthanol. Le 16 octobre, le gouvernement a exclu le jus de canne, le sirop de sucre et la mélasse B de son appel d'offres éthanol, afin de garder davantage de sucre pour le marché intérieur alors que l'offre est tendue. Les analystes tablent sur une production indienne d'environ 28,5 à 31 millions de tonnes, à peine suffisante pour la consommation nationale, et n'excluent pas des importations en 2027.

France. La récolte betteravière française est durement touchée par la sécheresse et la canicule de 2026. L'organisation de planteurs CGB estime la production nationale en baisse d'environ 30 % et chiffre la perte pour l'ensemble de la filière à près d'un milliard d'euros. Localement, les pertes de rendement atteignent 70 %, et des milliers d'hectares ne seront même pas arrachés. Avec un rendement estimé à 68 t/ha, il s'agit du plus faible depuis la campagne de 2020, marquée par la sécheresse et la jaunisse.

Allemagne. Le leader du marché Südzucker est revenu au bénéfice au premier semestre de l'exercice 2026/27, avec un résultat net de 61 millions d'euros contre une perte un an plus tôt. Le redressement provient surtout des biocarburants; la branche sucre est restée faible. Le CEO Niels Pörksen s'attend à une hausse des prix du sucre, car selon lui le marché européen est sous-approvisionné et la récolte est cette année inférieure d'environ 1 million de tonnes.

Europe. La production européenne de sucre chuterait de 19 % en 2026/27, à 13,4 millions de tonnes, en raison de la réduction des surfaces et de la sécheresse. C'est l'une des baisses les plus marquées depuis des années, et elle constitue l'une des bases du redressement attendu du marché.

Thaïlande. Le deuxième exportateur mondial de sucre voit sa production 2026/27 reculer d'environ 16 % à quelque 9,5 millions de tonnes, en raison du temps sec à l'approche de la saison. Cela renforce la tension sur l'offre mondiale.

Russie. La Russie attend pour 2026/27 une production de sucre d'environ 6,3 millions de tonnes et conserve ainsi son important potentiel d'exportation. Les semis tardifs dans les régions centrales ont toutefois ralenti le début de la récolte : fin septembre, seul un tiers des surfaces était arraché, soit 13 % de betteraves en moins qu'un an plus tôt.

Chine. Une production record en Chine explique en partie pourquoi le marché mondial a encore enregistré un excédent de 1,1 million de tonnes en 2025/26, juste avant le basculement attendu vers un déficit en 2026/27.

Ukraine. La production sucrière ukrainienne baisse pour la troisième année consécutive, à environ 1,4 million de tonnes en 2026/27 (-21 %). Les planteurs réduisent leurs surfaces car les quotas d'importation de l'UE étranglent l'un de leurs principaux débouchés.

Des usines à plein régime, mais des négociations toujours difficiles

Loïs Penasse

Une campagne qui se déroule bien sur le plan industriel

La campagne se poursuit dans de bonnes conditions. Les deux usines tournent à plein régime et aucune panne n'est à déplorer. La semaine dernière, Tirlemont a transformé en moyenne 14 800 tonnes de betteraves par jour, soit plus de 600 tonnes par heure. À Longchamps, la moyenne atteignait 18 500 tonnes par jour, soit plus de 770 tonnes par heure. Ces chiffres témoignent du bon fonctionnement des installations.
Les richesses restent satisfaisantes, avec une moyenne de 17,9°Z à Longchamps et de 17,6°Z à Tirlemont. Les tares terre sont respectivement de 2,5 % et de 2 %. Du côté des rendements à l'hectare, nous estimons actuellement la moyenne à environ 85 tonnes. Ce chiffre reste toutefois à prendre avec prudence, puisque les avaleuses n'ont pas encore terminé leur premier tour.
À ce stade, les avaleuses affichent d'ailleurs en moyenne une journée d'avance sur le planning. >>>



Enlèvement des pulpes : attention à la fin de campagne

Nous savons que cette période est particulièrement chargée aux champs et que les journées ne sont pas assez longues pour tout faire. Nous comprenons donc que certains planteurs souhaitent reporter l'enlèvement de leurs pulpes afin de pouvoir se consacrer aux travaux prioritaires.

Il est toutefois important de rappeler que les pulpes sont une denrée périssable. Lorsqu'un planteur ne vient pas enlever sa commande à la date prévue, celle-ci ne peut pas être conservée en attendant son passage : les pulpes doivent être attribuées à un autre planteur. La commande initiale est alors « mise au frigo », ce qui signifie que le planteur concerné est placé sur une liste d'attente et perd sa priorité pour un enlèvement ultérieur.

Avec une fin de campagne actuellement prévue le 19 décembre, les possibilités de report seront de plus en plus limitées. Si de nombreux planteurs reportent leur commande à la fin de la campagne, il ne sera pas possible de garantir que chacun puisse être servi. La priorité sera donnée aux planteurs dont l'enlèvement est planifié en fin de campagne et qui respectent leur rendez-vous.
Nous vous invitons donc à tenir compte de ces contraintes dans l'organisation de vos travaux et à prévenir autant que possible en cas d'empêchement, afin de faciliter la gestion des enlèvements pour tous.

Négociations 2027 : des avancées encore insuffisantes

Nous aurions aimé pouvoir vous annoncer de bonnes nouvelles dans cette édition du Betteravier. Plusieurs réunions de négociation ont eu lieu, mais les propositions actuelles de la Raffinerie Tirlemontoise restent, à nos yeux, inacceptables.
Si la proposition concernant le prix minimum évolue progressivement dans une direction qui pourrait devenir acceptable, un élément essentiel reste au point mort : la grille de répartition de la valeur du sucre. Celle-ci demeure identique à la première proposition présentée par la RT (presque identique à la grille 2026). Pourtant, nous estimons qu'une telle grille doit mieux refléter l'évolution du marché du sucre et permettre aux planteurs de bénéficier davantage de ses améliorations. Les conditions proposées doivent être cohérentes avec la valeur de la production betteravière et offrir une rémunération suffisamment attractive pour maintenir l'intérêt de cette culture.

Un autre élément interpelle : la RT souhaite aujourd'hui revenir à un niveau de 110 % du contrat de base, soit 100 % de contrat de base auxquels s'ajoutent 10 % de contrat additionnel. Pour rappel, les volumes contractuels atteignaient 120 % en 2024, avant de passer à 100 % en 2025, puis à 75 % en 2026.
Si la RT souhaite retrouver davantage de surfaces emblavées, elle doit aussi se donner les moyens de convaincre les planteurs, en proposant des conditions d'achat à la hauteur de leurs attentes. On ne peut pas demander aux producteurs de s'engager davantage sans leur offrir une perspective économique suffisamment solide. Nous comprenons parfaitement que vous ayez besoin de connaître les conditions contractuelles avant de décider des volumes que vous êtes prêts à produire pour la prochaine campagne. Cet engagement ne peut pas se prendre à la légère, compte tenu des investissements, des coûts de production et des risques auxquels vous êtes confrontés.

Garder le cap et continuer à défendre vos intérêts

Vos représentants restent pleinement mobilisés et continuent de rencontrer régulièrement la RT afin de faire évoluer les propositions. Notre volonté reste la même : parvenir à un contrat qui tienne compte de la réalité économique des exploitations et qui permette à la betterave de conserver sa place dans nos rotations.

Les discussions sont difficiles et les avancées restent, pour l'instant, insuffisantes. Mais nous continuerons à défendre vos intérêts avec détermination et dans un esprit constructif. Nous comprenons les difficultés actuelles et les incertitudes qui entourent les prochaines campagnes, mais les perspectives du marché du sucre sont encourageantes. Nous devons donc rester optimistes. La betterave a de solides atouts, et nous sommes convaincus qu'elle doit pouvoir conserver un avenir dans nos exploitations. Encore faut-il que les conditions proposées permettent aux planteurs de s'y engager avec confiance. C'est dans ce sens que nous poursuivrons les négociations.

La campagne Iscal tourne à plein régime

Stefaan Van Haecke

1. Les performances de l'usine

Aperçu : L'usine tourne à une capacité record, avec 12 000 à parfois 13 000 tonnes par jour, mais tout ce qui gravite juste autour de la transformation (pulpes/laboratoire/logistique) a parfois du mal à suivre ce rythme soutenu.


Iscal à plein régime, jour et nuit

À l'usine, tout tourne à plein régime. La capacité de transformation atteint 12 000 à parfois 13 000 tonnes par jour, un bond en avant considérable par rapport à un passé pas si lointain, et pour l'instant aussi nettement au-dessus de la capacité de la campagne précédente. En début de campagne, tout ce qui entoure le cœur de l'usine (la transformation, donc) fonctionnait toutefois moins bien. Le traitement et l'écoulement des pulpes, ainsi que la réception, entre autres, avaient du mal à suivre ce rythme élevé. Après quelques semaines, tout semble plus ou moins avoir trouvé ses marques, mais la réception en particulier peine encore, de temps à autre, à suivre la cadence élevée nécessaire à la réception des betteraves.

Grâce à cette capacité élevée, l'usine a désormais 3 jours d'avance sur le planning. Iscal a donc déjà légèrement adapté le planning : les betteraves doivent désormais être arrachées pour le mardi soir précédant la semaine planifiée. Seule exception : pour la grue Ingels, cela reste le jeudi. De manière générale, il reste recommandé de vous concerter avec votre agronome et de suivre les prévisions météo pour planifier l'arrachage.

2. La situation aux champs

L'essentiel : Jusqu'à la fin de la semaine 5, les conditions d'arrachage étaient excellentes, mais les rendements varient fortement d'une région à l'autre. La pluie après la sécheresse a d'abord augmenté le poids, mais a plutôt fait baisser la richesse.

La campagne betteravière est en cours depuis plus de 5 semaines et s'est déroulée dans d'excellentes conditions d'arrachage, jusqu'à l'arrivée de la tempête Austen. Espérons que ces 50 à 70 litres de pluie ne resteront qu'un bref intermède. Malgré des résultats en moyenne bons, les écarts de rendement entre les régions sont importants. La longue sécheresse de l'été dernier a clairement laissé des traces plus au sud de la zone d'approvisionnement d'Iscal, ainsi que sur les sols plutôt sableux. Là où les betteraves avaient encore suffisamment de feuillage vert à la fin de l'été, les pluies plus tardives ont en revanche entraîné une forte hausse du tonnage.

En contrepartie, une couronne de nouvelles feuilles s'est formée dans de nombreux champs, au détriment de la teneur en sucre des racines. Les résultats montrent en outre qu'environ un échantillon sur sept présente un peu de pourriture, probablement à cause des fortes chaleurs de l'été.

3. Pénurie sur le marché des pulpes

Message : La demande de pulpes est particulièrement forte. Acceptez immédiatement les dates de livraison proposées par votre agronome afin de préserver au mieux la sécurité de vos livraisons.

Le marché des pulpes est actuellement très tendu. Des rendements décevants ailleurs et d'importantes pertes de récolte possibles en France ont fortement accru >>>

Rendements par région – campagne 2026 (Iscal)

Sur base des parcelles avec le code « livré ».

Code	Région	Ha betteraves	Tare totale (1)	Tare terre (1)	t/ha	Richesse (°Z) (2)
COL	Région des Collines	92	9%	2%	86	17,19
EEK	*Polders d'Eeklo (2)*	*121*	*9%*	*6%*	*80*	*15,78*
FRA	France	38	10%	3%	83	16,79
LIM	Limon	636	9%	2%	81	17,31
POP	Poperinge	-	-	-	-	-
QUE	Quévy	168	7%	1%	73	18,25
SAB	Sable Péruwelz	49	9%	2%	68	17,01
SCH	*Polders de l'Escaut (2)*	*81*	*11%*	*7%*	*91*	*15,86*
ZEE	Polders maritimes	1.361	11%	2%	91	16,96
ZLO	Limon sableux Flandre-Orientale	624	10%	2%	78	17,16
ZLW	Limon sableux Flandre-Occidentale	186	11%	2%	88	16,70
ZUW	Sud-ouest de la Flandre	204	11%	2%	81	16,88
Total		**3.560**	**10%**	**2%**	**84**	**17,07**

(1) Tare totale et tare collet calculées sur la base de toutes les livraisons (pas uniquement des parcelles entièrement livrées).

(2) Richesse à corriger sur la base de tests comparatifs – livraisons à Dinteloord.

la demande. Chez Iscal aussi, on s'attend plutôt à une pénurie qu'à un excédent de pulpes vers la fin de la campagne.

En tant que planteur preneur de pulpes, vous avez tout intérêt à accepter immédiatement la date de livraison proposée par votre agronome. Un report pour des raisons pratiques comporte le risque que la livraison ne puisse plus être garantie. Livrer tout le monde au cours du dernier mois est en effet pratiquement impossible.

4. Réception, laboratoire et tare collet

Point d'attention : La collaboration à la réception s'est nettement améliorée sous la nouvelle direction, mais les discussions sur les tares collet élevées restent un point sensible.

Le démarrage de la campagne betteravière ne s'est pas déroulé sans accroc. Sans qu'il y ait eu de problèmes graves, l'accumulation de pannes dans la salle de réception et de manipulations non conformes a créé des tensions entre les contrôleurs et la réception. Point positif : les nouveaux responsables de l'usine sont clairement disposés à trouver un consensus. Mais ici aussi, les choses avancent lentement et connaissent des hauts et des bas...

Les discussions les plus vives portent toujours sur la tare collet et sur le tri des betteraves qui doivent aboutir dans l'échantillon à décolleter. Par rapport à la moyenne quinquennale, le pourcentage de tare collet est très élevé à ce stade de la campagne.

Tare collet par région – betteraves livrées à Fontenoy

Tare collet sur le net (%).

Code	Région	Tare collet sur le net (%)
COL	Région des Collines	7,53
EEK	*Polders d'Eeklo (2)*	*6,74*
FRA	France	7,50
LIM	Limon	7,23
QUE	Quévy	6,58
SAB	Sable Péruwelz	6,89
SCH	*Polders de l'Escaut (2)*	*11,45*
ZEE	Polders maritimes	9,19
ZLO	Limon sableux Flandre-Orientale	8,58
ZLW	Limon sableux Flandre-Occidentale	9,52
ZUW	Sud-ouest de la Flandre	9,04



Discussion sur la question de savoir si des betteraves incomplètes sont représentatives ou non pour le sous-échantillon.

Outre les discussions au décolletage, la repousse des betteraves (la couronne de feuilles supplémentaire) explique aussi en partie les tares collet plus élevées. Nous conseillons donc à nos planteurs d'inspecter eux-mêmes soigneusement leurs betteraves arrachées sur ce point. Il existe probablement de très grandes différences entre variétés. C'est pourquoi les deux CoCo ont insisté, via la CBB, pour que le critère de la tare collet soit à nouveau intégré dans un nombre (limité) d'essais variétaux officiels.

5. Semis 2027 et marché européen du sucre

Réflexion : Le marché, certes en hausse, reste assez incertain en raison des importants stocks européens actuels. Ne semez pas plus de 100 % de la superficie calculée pour un rendement optimal.

La nouvelle demande d'intention de semis est désormais disponible sur l'extranet. L'avenir du marché du sucre reste toutefois incertain en raison des stocks européens encore présents et de la volatilité des marchés à terme. Les « futures » du sucre brut sur le marché mondial augmentent fortement, tandis que ceux du sucre transformé sur le marché européen progressent beaucoup plus lentement. L'écart (« spread ») entre les deux se réduit donc, ce qui devrait freiner le sucre de pays hors UE qui, par des voies détournées (sucre sous régime de perfectionnement actif), pèse sur les prix du marché européen. (Ce sucre IPR ne devrait d'ailleurs pas arriver sur notre marché avant mai 2027.) Gardez à l'esprit que notre prix pour les nouveaux semis sera déterminé par les ventes réalisées du 1er octobre 2027 à septembre 2028...

Le conseil pratique aux planteurs reste le même : semez moins de 100 % de la superficie que vous calculez sur la base de votre contrat et de la moyenne quinquennale. Les betteraves cultivées au-delà du contrat restent financièrement non rentables.

6. Changement de direction : nouveau CEO chez Iscal

Bienvenue : Vincent Michel prend ses fonctions de nouveau CEO. CoCo Iscal souligne l'importance d'une communication transparente et d'une collaboration constructive.

Début octobre, nous avons été surpris par l'arrivée de Vincent Michel au poste de CEO, après le départ de Steven Decuyper début septembre. Le contexte exact de ce changement rapide reste pour l'instant flou.

CoCo Vlaanderen et CoCo Hainaut-Iscal souhaitent la bienvenue au nouveau CEO. Nous espérons que M. Michel, issu d'un environnement purement industriel, maîtrisera rapidement les dynamiques spécifiques d'une industrie agroalimentaire. Les marchés agroalimentaires sont en principe assez inélastiques, et celui qui saura le mieux y faire face deviendra aussi l'entreprise la plus prospère.

Chez Iscal, nous avons une très forte tradition de concertation interprofessionnelle, où l'échange d'informations et le respect des engagements pris ont permis à Iscal de toujours figurer parmi les sucreries de premier plan en Europe. Nous espérons poursuivre cette manière de travailler à l'avenir !

Des questions ou remarques sur vos résultats ou autre ? Contactez-nous via cocovlaams@gmail.com ou au 0478/26 02 68.

Les cours mondiaux s'envolent, l'Europe attend son tour

Le sucre brut a atteint 20,87 cents la livre à New York le 15 octobre, son plus haut niveau depuis plus d'un an, contre environ 15,6 cents la livre (échéance mars 2027) fin juillet. À Londres, le sucre blanc s'échange autour de 544 $/t. Dans l'UE, en revanche, les prix officiels ne bougent pas encore.

Elisa Roiné - Delépine

Des stocks qui basculent vers un déficit

Le point de départ était pourtant celui d'un marché excédentaire. Après un stock en déficit de 3,46 Mt en 2024/25, la reprise des récoltes dans les grandes zones productrices a conduit l'ISO à prévoir une production mondiale record de 182 Mt en 2025/26, avec un excédent de 1,1 Mt de sucre selon sa dernière estimation. Les cours étaient tombés bas.

La tendance s'est depuis inversé : pour 2026/27, l'ISO table sur un déficit de 0,2 Mt. Plusieurs facteurs se cumulent :

- Une mousson indienne qui pourrait être la plus faible depuis onze ans selon les autorités indiennes, et l'arrivée d'El Niño, qui menace aussi la Thaïlande. L'Inde, qui limitait ses exportations, a même autorisé l'import de 1 Mt de sucre brut sans droits jusqu'au 31 octobre ;
- Un Brésil qui oriente davantage de canne vers l'éthanol avec la flambée du pétrole (le sucre ne représentait que 41 % de la canne broyée en début de campagne, contre 50 % un an plus tôt, et la production sucrière du Centre-Sud a reculé de 26 % en juin selon l'Unica) ;
- Une Europe en net repli : l'Observatoire du marché du sucre de la Commission attend une production UE en baisse de 19 % à 13,4 Mt, et la France devrait récolter 25,3 Mt de betteraves (-29 %), son plus bas niveau depuis au moins 1980 selon Agreste.

L'UE : un prix encore à 501 €/t

Le dernier prix officiel publié est celui de juin : 501 €/t en moyenne départ-usine, soit 35 €/t de moins qu'un an plus tôt. Les prix UE sont publiés avec environ deux mois de décalage et reflètent des contrats conclus en amont : le rebond mondial n'y apparaît pas encore.

Les stocks expliquent aussi cette inertie. Selon la Commission Européenne et la DG Agri l'UE démarre la campagne 2026/27 avec 3,06 Mt de sucre en réserve, contre 2,30 Mt un an plus tôt. Même avec une production en forte baisse cette campagne (13,4 Mt estimé), le stock final de sucre resterait à 2,32 Mt à la fin de la campagne, un niveau normal.

Plusieurs facteurs vont néanmoins dans le sens d'une augmentation du prix UE :

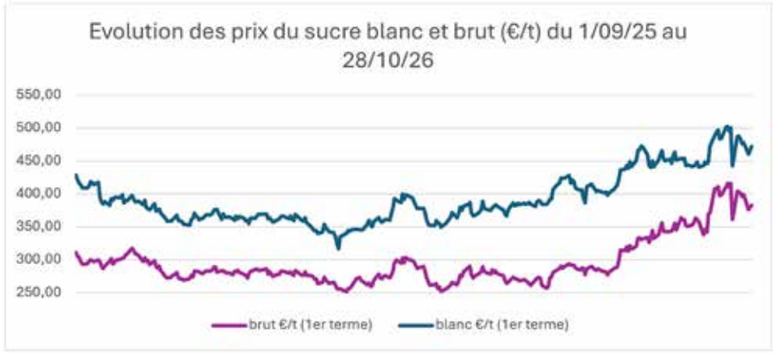
- Une production européenne en forte baisse
- Des cours mondiaux plus élevés qui rendent les importations moins attractives
- La suspension du régime de perfectionnement actif qui limite les importations de sucre à raffiner.

Cependant, les stocks sont encore confortables et les importations de sucre restent importantes : 769 000t en 10 mois. De plus, si les cours mondiaux retombent (pétrole en baisse, mousson moins pénalisante que prévu), l'UE risque d'en subir les effets.

Pour les planteurs : un signal positif, mais pas un remède

La hausse améliore les perspectives pour les planteurs. Elle renforce également leur position dans la négociation des contrats 2027 et redonne de l'air aux sucriers. Mais les volumes ne sont pas au rendez-vous et la hausse n'est pas intégrée dans les prix de betteraves de la campagne en cours.

En France, le rendement moyen est estimé à 67,8 t/ha (-24,5 %), environ 20 000 ha pourraient ne pas être



récoltés et la CGB fait état de pertes pouvant atteindre 70 % dans certaines parcelles. Un meilleur prix ne compense pas des tonnes qui manquent, d'autant que les charges ont augmenté de 32 % en cinq ans.

Emblavements 2027 : la prudence s'impose

Les surfaces betteravières reculent depuis trois ans en Europe : pour cette campagne 2026/2027 elles ont même été réduites jusqu'à 25% par certains groupes sucriers. Avec des prix qui remontent, la tentation sera de les rétablir.

L'épisode récent invite à la retenue. Les prix élevés de 2022-2023 (plus de 850 €/t fin 2023) ont stimulé les surfaces : la production a atteint 16,6 Mt en 2024/25 puis à nouveau en 2025/26, les stocks ont gonflé et le prix UE a perdu plus de 300 €/t. Si chaque producteur répond au même signal en même temps, le marché peut se retourner dès la récolte 2027, d'autant que la hausse actuelle reste volatile. L'intérêt des planteurs est de profiter du redressement sans le casser : des surfaces mesurées, calées sur les contrats, plutôt qu'un rattrapage généralisé.

INSTITUT ROYAL BELGE POUR L'AMÉLIORATION DE LA BETTERAVE ASBL
Molenstraat 45, B-3300 Tienen—info@kbivb.be—www.irbab-kbivb.be

Techniques culturales betteravières

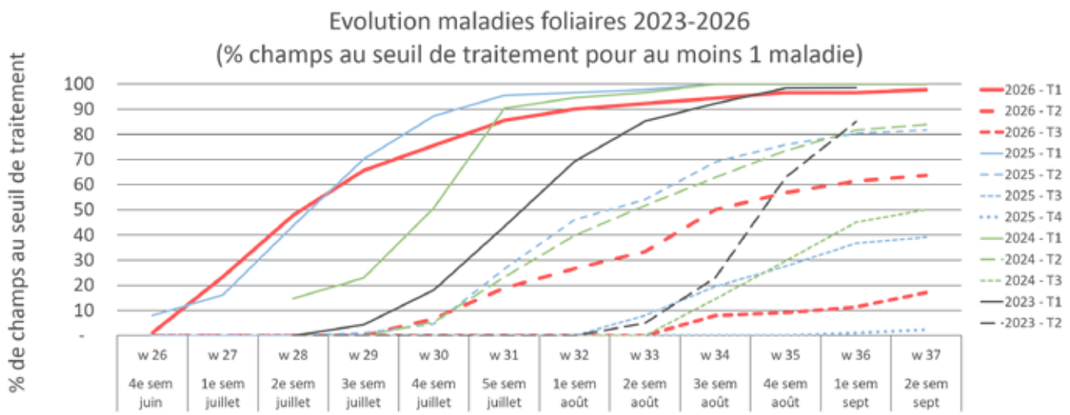
PVBC - PROGRAMME VULGARISATION BETTERAVE-CHICORÉE, DANS LE CADRE DES CENTRES PILOTES

Évolution des maladies foliaires en 2026 selon les données du service avertissements

Présence des maladies foliaires en 2026

Comme ces dernières années, la cercosporiose a de nouveau été la maladie dominante. Les observations ont démarré dès la dernière semaine de juin 2026. C'est à ce moment-là que les premiers symptômes de la cercosporiose ont été observés dans certaines parcelles d'observation de l'IRBAB. Les premières taches ont été observées tant sur des variétés sensibles que sur des variétés plus tolérantes. Le graphique ci-dessous montre l'évolution des champs atteignant les seuils de maladie en 2026, pour l'une des quatre maladies (cercosporiose, oïdium, rouille ou ramularie). La légende, située à droite, indique, pour les quatre dernières années, à quel moment le premier seuil (T1) a été atteint, puis le deuxième (T2), et ainsi de suite.

En 2026, la cercosporiose est apparue tôt en raison de conditions idéales (temps chaud et humide) et de la présence d'une grande quantité d'inoculum provenant des années précédentes. Le mois de juin a encore été pluvieux, suivi de juillet et août, qui ont été beaucoup plus secs.
La cercosporiose a dominé et nous avons constaté, au cours de la première partie de l'été, une augmentation rapide du nombre de parcelles touchées par cette maladie. Dès la deuxième semaine de juillet (8/07), les premières taches ont été observées sur la moitié des parcelles. Notez que nous appliquons un seuil de 1% en 2026 et 2025 (courbes rouge et bleue), ce qui signifie que dès que la cercosporiose est détectée, le seuil est automatiquement atteint.
On constate que la courbe s'applatit plus rapidement qu'en 2025 et 2024. Cela peut s'expliquer par le fait qu'une période très sèche s'est installée à partir du 1er juillet et s'est prolongée jusqu'au 15 août. Si les précipitations ont atteint 200,0 mm cet été, la saison a été marquée par cette période extrêmement sèche du 1er



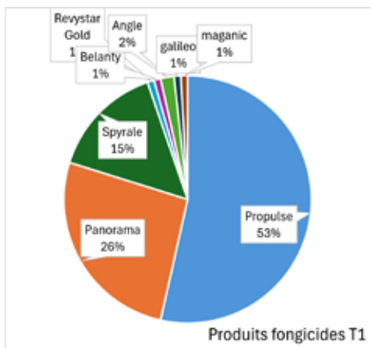


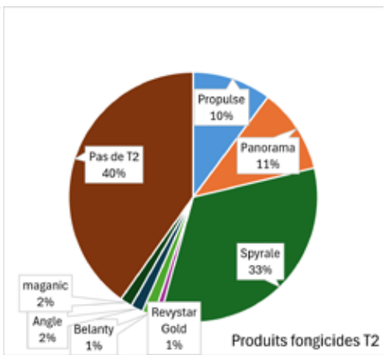
juillet au 15 août, durant laquelle il n'est tombé que 13 mm de pluie. Il existe bien sûr des différences régionales.
Début août, 90 % des parcelles d'observation avaient déjà atteint le premier seuil et 27 % le deuxième. À ce stade, le deuxième seuil (5 %) n'était souvent dépassé que de justesse. Le développement s'était ralenti, mais la cercosporiose restait omniprésente. 70 % des parcelles que nous suivons avaient déjà fait l'objet d'un premier traitement à ce moment-là.

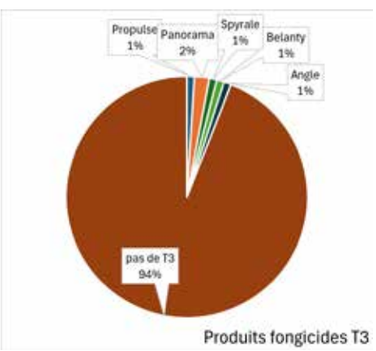
Outre la cercosporiose, les autres maladies foliaires, à savoir la rouille, l'oïdium et la ramulariose, ont également été observées, bien qu'à un degré moindre.
La rouille est apparue dès début juillet, mais elle est devenue particulièrement visible vers la fin du mois d'août. Dans la même tendance, l'oïdium a été observé dès la mi-juillet, mais ne s'est véritablement développé que plus tard. La ramulariose n'est apparue que sur quelques sites, avec une légère augmentation vers la fin de la saison.

Les traitements en fonction de la pression et de la météo

En raison de l'évolution lente de la cercosporiose et de la sécheresse continue, les traitements fongicides ont souvent été reportés. C'est pourquoi il a été recommandé, si nécessaire, de ne procéder à un nouveau traitement qu'après que les betteraves aient développé un nouveau feuillage.
La date médiane du premier traitement sur nos parcelles d'observation était le 20 juillet pour les variétés plus sensibles à la cercosporiose et le 25 juillet pour les variétés plus tolérantes. Les premiers symptômes sont souvent apparus simultanément sur les variétés tolérantes et moins tolérantes, de sorte que le traitement a été appliqué en même temps pour les deux. C'est pourquoi les variétés tolérantes doivent absolument faire l'objet d'une surveillance tout aussi attentive en matière de prévention des maladies. Leur valeur ajoutée se remarque surtout plus tard dans la saison
Même si la date de traitement était très précoce en 2026, en 2025, la date médiane était encore plus précoce, à savoir le 15 juillet. Cette saison, trois traitements au maximum ont été effectués. Plus de 90 % des parcelles ont bénéficié d'un premier traitement, 60 % d'un deuxième et un peu plus de 6 % d'une troisième pulvérisation
Les figures ci-dessous présentent les résultats provisoires (110 parcelles) de l'enquête sur les fongicides utilisés pour le traitement 1 (T1), le traitement 2 (T2) et le traitement 3 (T3) en 2026. 80 % des premiers traitements ont été effectués avec un produit à base de « prothioconazole ». Pour varier les traitements, c'est principalement le Spyrale (difenoconcazole et fenpropidine) qui a été utilisé lors du deuxième traitement. Le dernier graphique montre qu'en cas de troisième traitement (T3), c'est souvent à nouveau un produit à base de prothioconazole qui a été utilisé.









Julius von Gadenstedt (photo) dirige l'exploitation agricole du Domaine monastique à Oliver Rollwage. Photo : Degerkolbe.

« Autrefois, la betterave était une cathédrale »

Luc Picard exploite une ferme en Hesbaye sèche, à cinq kilomètres de l'ancienne sucrerie d'Oreye. Avec son épouse et leurs enfants Pieter et Leen, il gère une exploitation mixte qui combine grandes cultures, fruits, porcs et un important circuit court. Depuis plus de trente ans, il s'investit au sein du Verbond et du CoCo Hesbaye. Entretien sur une culture qui a perdu un peu de son éclat et sur des défis en constante évolution.

Lise Dehouwer

Biographie

Luc a grandi dans une famille d'agriculteurs. Après ses études, il a commencé comme contrôleur pour le Verbond à la sucrerie d'Oreye. C'est ainsi que, très jeune, il a trouvé sa place dans les instances qui représentent les betteraviers. Pendant que son frère reprenait l'exploitation familiale, il a repris celle de ses beaux-parents. À l'époque, l'activité principale était l'élevage porcin. Depuis, bien d'autres activités s'y sont ajoutées. L'engagement de Luc n'a lui non plus cessé de s'étendre. Aujourd'hui, il est représentant au Verbond et au CoCo Hesbaye.

Des porcs aux champs et au magasin à la ferme

En 1992, vous avez repris l'exploitation de vos beaux-parents. Comment cela s'est-il passé ?

Dès mon plus jeune âge, je savais que je voulais continuer le métier d'agriculteur. C'est dans le sang. Et je ne l'ai jamais regretté.
Reprendre l'exploitation de mes beaux-parents était un choix logique. Il n'y avait pas d'autres enfants, et mes beaux-parents partaient à la retraite. Les premières années, ils venaient encore souvent donner un coup de main. Mon épouse travaille à mi-temps à l'extérieur depuis le début. C'était un choix délibéré. Quand on travaille seul à la ferme, on se retrouve vite enfermé entre quatre murs. Moi, j'ai beaucoup de contacts grâce au Verbond et au CoCo Hesbaye, mais mon épouse n'a pas ces contacts-là.

Quand nous avons repris la ferme, l'activité principale était l'élevage porcin. Mais déjà à l'époque, mon cœur était aux champs. C'est ce que je connaissais de chez moi. Petit à petit, nous avons développé les grandes cultures : une reprise par-ci, un achat par-là. Toujours à petits pas. Y a-t-il une stratégie derrière tout cela ? C'est souvent une question d'être au bon endroit au bon moment. Parfois on a de la chance, parfois pas.

Aujourd'hui, nous sommes quatre à travailler sur l'exploitation : mon épouse, nos deux enfants et moi-même. Cela nous offre le luxe de pouvoir répartir le travail. Les enfants s'occupent du circuit court. Les grandes cultures, c'est pour moi. Les porcs, je m'en occupe avec Pieter. Chacun a ses propres responsabilités, car une seule personne qui supervise tout, ça ne fonctionne pas. Mais on donne un coup de main là où il le faut.

Pour les betteraves, autrefois, je faisais tout moi-même, y compris l'arrachage. Mais j'ai arrêté il y a deux ans. Une journée n'a que 24 heures. Aujourd'hui, nous faisons appel à un entrepreneur agricole.

À quoi ressemble l'exploitation aujourd'hui ?

Nous avons des grandes cultures avec les cultures traditionnelles : orge, froment, betteraves sucrières, pommes de terre et un peu de maïs. Nous avons aussi des poiriers, c'est typique de la région. Pour le circuit court, il y a un potager d'un hectare et demi, et nous cultivons des cerises et des fraises. Les porcs sont toujours là, en partie pour le circuit court, mais cette activité ne se développe plus. Au contraire, d'ici 2030, nous devons réduire de 60 %. Ou alors transformer les bâtiments. C'est encore un grand point d'interrogation. Pour le magasin, les enfants élèvent aussi des moutons, des poules et des dindes. Et nous cultivons des pois et des haricots pour Greenyard. Les semis et la récolte sont assurés par un entrepreneur attitré.

Pourquoi ce passage au circuit court ?

Comme simple agriculteur en grandes cultures ou éleveur de porcs, il faut déjà être très grand pour en tirer un revenu à part entière. Les pouvoirs publics misent aussi sur le circuit court. Mais cela reste beaucoup de travail supplémentaire. Et c'est tout autre chose que le reste de notre travail. Nous apprenons encore tous les jours.

Une certitude qui a disparu

Que représente la betterave pour vous ?

Autrefois, la betterave était une cathédrale, une certitude. Économiquement en tout cas. Malheureusement, cette cathédrale est aujourd'hui presque démolie. Et encore, nous avons de la chance dans notre région. Nous avons de bonnes terres et obtenons toujours des rendements corrects. Mais si nous touchons le prix minimum cette année, ce sera difficile pour tous les planteurs. Car les coûts ont augmenté pour tout le monde, y compris nous, les agriculteurs.

Il y a encore dix ans, par exemple, nous ne faisions qu'un seul traitement fongicide, pour environ 35 euros par hectare. Aujourd'hui, nous avons régulièrement des années avec trois traitements, ce qui représente vite 150 euros par hectare. C'est une énorme différence. Nous devons apprendre à vivre avec des prix qui fluctuent davantage. Le faible prix du sucre pèse sur le prix de la betterave.

Mais j'espère que la pire année est désormais derrière nous. On dit que le marché du sucre repart à la hausse. J'espère que nous pourrons en profiter, nous aussi. Quand le prix du sucre est bon, nous méritons nous aussi un prix correct. Pour qu'il reste quelque chose afin de traverser les moins bonnes années.

On dit que le marché du sucre repart à la hausse. J'espère que nous pourrons en profiter, nous aussi.

Quel rôle joue la betterave dans votre rotation ?

Il faut une rotation, la monoculture est ce qu'il y a de pire. La betterave a toujours été un bon élément de rotation. Quand la sucrerie d'Oreye tournait encore, à cinq kilomètres d'ici, nous avions une rotation plus courte. Nous étions à une sur trois. Aujourd'hui, nous sommes à une sur cinq ou une sur six. Une rotation plus large, c'est toujours bien.

Qu'est-ce qui caractérise la culture betteravière dans le sud du Limbourg ?

Nous sommes ici à la frontière entre la Flandre et la Wallonie : en Hesbaye sèche. Ce sont de bonnes terres à betteraves. Du moins si on en prend soin. C'est pourquoi nous voulons enrichir suffisamment le sol en matière organique. Nous créons ainsi un tampon qui nous protège contre un climat plus extrême. Nous en avons d'ailleurs déjà fait l'expérience cet été.

À cause de la chaleur, le rendement sera nettement inférieur à celui de l'an dernier. Je pense toutefois que dans notre région, il ne sera pas si mauvais. Les pre-



mières betteraves ont été chargées cet après-midi, je n'ai donc pas encore de chiffres. Tout le travail est derrière nous. En tant qu'agriculteurs, nous ne pouvons pas faire plus. J'ai bon espoir que la richesse ne soit pas trop mauvaise.

Y a-t-il d'autres défis ?

Nos parcelles sont sensibles à l'érosion. Depuis quelques années, nous labourons le moins possible et essayons d'augmenter le taux de matière organique. Il y a aussi la pression sur les terres agricoles. Ce ne sont pas les terres les plus chères du pays, mais les prix augmentent régulièrement. Et nos champs ne sont pas d'un seul tenant.

« Nos comptes, nous les faisons nous-mêmes »

Pour 2026, la Raffinerie Tirlemontoise a demandé une forte réduction des surfaces. Comment y avez-vous fait face ?

Nous avons semé un quart de betteraves en moins et un peu plus de céréales. Dans la région, je vois qu'on a semé beaucoup de colza, et aussi un peu plus de maïs. Mais le rendement des céréales a lui aussi été un peu plus faible cette année à cause de l'été chaud. Et pour les céréales, on dépend du prix mondial, qui était par contre un peu plus élevé à cause de la guerre.

Les restrictions de semis de betteraves ont été communiquées très tard. Beaucoup de planteurs étaient donc indignés. Pourquoi ne pas l'annoncer plus tôt ? On pourrait alors chercher une meilleure alternative. Si l'on regarde vingt ans en arrière, beaucoup d'agriculteurs ont déjà dit adieu à la betterave.

Qu'attendez-vous de l'usine ?

Je comprends que ce n'est pas toujours simple non plus pour les gens de l'usine, les prix sont les prix. Mais ils doivent bien communiquer avec les agriculteurs et jouer cartes sur table. Ce que je trouve difficile, c'est qu'au début des négociations, ils font toujours nos comptes à notre place. Or, leur rôle est d'assurer un prix correct pour les betteraves. Nos comptes, nous les faisons bien nous-mêmes.

Cercosporiose, jaunisse et ce qui nous attend encore

Quels maladies et ravageurs vous ont causé le plus de soucis ces dernières saisons ?

En 2024, la cercosporiose a été énorme. Ici dans les environs, nous avons pu la maîtriser assez bien, notamment grâce à une étroite collaboration avec l'IRBAB. L'institut mène des essais sur nos parcelles. Ses équipes comptent, observent et nous disent quand il est temps de traiter. Sur leur carte, on voit l'infestation et le moment où le seuil de nuisibilité est atteint. J'ai une grande confiance dans l'institut, ils font clairement du bon travail.

C'est nécessaire maintenant que le climat est si imprévisible. Cette année, par exemple, nous avons traité très tôt, puis plus du tout pendant six à huit semaines. Lors d'une sai-

son normale, c'est beaucoup trop espacé. Mais cette année, à cause de la sécheresse et de la chaleur, la plante n'était pas en mesure de bien absorber le produit. Je suis content que l'institut ait pu nous accompagner. Ils étudient aussi tout ce qui pourrait encore nous arriver. Pour que nous puissions nous préparer.

Et en 2025 et 2026 ?

Côté maladies, cette année et l'an dernier se sont plutôt bien passés. En 2025, le désherbage a en revanche été un casse-tête : tout allait bien jusqu'à la fermeture des rangs, puis quelques adventices sont quand même passées au travers. Chaque année est différente. On apprend toujours.

La cercosporiose devient plus difficile à combattre en raison de la résistance aux fongicides. Comment faites-vous face ?

Il y a aussi l'oïdium et d'autres maladies, mais c'est la cercosporiose qui fait le plus de dégâts sur le plan économique. Pour la dernière livraison, je choisis chaque année des variétés tolérantes à la cercosporiose, et des variétés classiques pour les autres livraisons. Pour le timing, je suis le système d'avertissement de l'institut.

Comment maîtrisez-vous la jaunisse virale maintenant que le traitement de semences aux néonicotinoïdes a disparu ?

On utilise aujourd'hui plus de matière active qu'avant. En moyenne, nous devons traiter les betteraves deux fois avec un insecticide. Mais là aussi, l'institut joue un grand rôle. Sur ses champs d'essai, il compte les pucerons et nous alerte lorsque le seuil de nuisibilité est atteint. Et bien sûr, je vais moi-même régulièrement voir dans les champs.

En Allemagne et en France, le SBR et le stolbur causent d'importants dégâts. Êtes-vous inquiet ?

Je suis ça de près, car ça se rapproche et les dégâts sont considérables. Mais pour l'instant, nous n'y sommes pas encore confrontés ici, chez les agriculteurs qui livrent à Tirlemont. Même si ça finira bien par arriver. Et je ne pense pas qu'on sache déjà comment l'arrêter. La sélection travaille sur des variétés résistantes au SBR, mais jusqu'à présent, cela n'a encore rien donné. Je ne suis pas encore inquiet. Si nous devons nous inquiéter de tout ce qui pourrait arriver, nous ne dormirons plus jamais.

Qu'attendez-vous de la recherche et des pouvoirs publics ?

Si ça arrive un jour ici, l'institut doit nous informer. Il doit expliquer ce que c'est et comment éviter que cela se propage. Et espérons que d'ici là, les sélectionneurs disposeront de variétés résistantes. Eux aussi jouent un rôle important.

Campagne 2026 et durabilité

Comment se déroulent l'arrachage et les livraisons cet automne ?

L'arrachage se passe bien pour l'instant, et les livraisons suivent à peu près la date prévue. Je ne peux encore rien dire du rendement ni de la richesse. Le premier chargement a été enlevé. La collaboration avec les réceptions et les contrôleurs se passe bien elle aussi. Tant qu'on n'entend pas grand-chose, c'est que tout va bien.

Que pensez-vous de programmes comme Climate Farming de la Raffinerie Tirlemontoise et de Beneo ?

La durabilité est importante. Personnellement, je travaille avec des couverts végétaux et un travail du sol sans labour. Avant, la Raffinerie Tirlemontoise proposait aussi des actions de durabilité, avec une rémunération pour les efforts fournis. Mais en raison de la baisse des prix, tout a été annulé cet hiver pour 2026.

Par la suite, nous avons appris que des agriculteurs avaient été contactés ici et là pour poursuivre malgré tout le travail autour de Climate Farming. Cela s'est fait à l'insu du Verbond, et nous ne savons toujours pas bien ce que cela implique. Mais nous n'avons pas un bon pressentiment.

L'usine ne peut pas procéder de manière aussi sélective et choisir qui participe. Chaque tonne de betteraves livrée doit recevoir la même rémunération. J'entends que Vegaplan travaille à un plan global pour toutes les cultures. Cela me semble préférable à un programme propre à chaque acheteur.

Voyez-vous des opportunités dans la diversification ou la production d'énergie ?

Dans la région, on cultive davantage de colza, aussi pour l'huile et l'énergie. Moi-même, je n'en cultive pas. Il y a un quart de siècle, nous avons mené quelques années d'essais avec le PIBO, l'école d'agriculture de Tongres, mais ensuite il a de nouveau disparu de l'assolement. Peut-être reviendra-t-il.

« Chaque région est différente »

Pourquoi vous engagez-vous au sein du Verbond et du CoCo Hesbaye ?

Après ma formation, en 1991, j'ai travaillé sept ans comme contrôleur pour le Verbond à la sucrerie d'Oreye. C'est comme ça que je suis entré en contact avec les gens du Verbond. J'y suis donc arrivé un peu par hasard, mais c'est aussi une conviction. Chaque région est différente et doit être représentée. Chacun apporte quelque chose de différent. Mais il devient de plus en plus difficile de trouver des gens pour ces fonctions. Ce n'est pas illogique, car nous sommes aussi de moins en moins d'agriculteurs.



Comment restez-vous en contact avec les planteurs de votre région ?

Nous sommes tout près du PIBO, et beaucoup de contacts passent par l'école. Et les agriculteurs des villages voisins savent où me trouver. Avant, nous nous réunissions régulièrement, plus maintenant. Quand il y a quelque chose, on s'appelle et l'info circule.

« Il faut tenir bon »

Avez-vous encore un message pour vos collègues ou pour les décideurs politiques ?

Les responsables politiques ne doivent pas croire trop vite qu'ils n'ont pas besoin de l'agriculture. Le jour où plus rien ne sera produit en Belgique, je ne veux pas le vivre. Ce serait mauvais pour le consommateur et pour tout le pays. Beaucoup de gens ne se rendent pas compte de tout ce qui dépend encore de l'agriculture.

Alors écoutez-nous, car nous avons besoin les uns des autres. Et à mes collègues agriculteurs, je dirais : tenez bon. Réjouissez-vous des bonnes années et prenez les mauvaises comme elles viennent.

Vincent Michel choisit Iscal comme nouveau défi. Son ambition : construire un avenir durable pour la betterave belge



Un accueil sur le terrain
Arrivé à la tête d'Iscal le 1er octobre, en pleine campagne, Vincent a immédiatement été plongé dans l'action. Parmi ses priorités figure la poursuite du dialogue avec les représentants des planteurs. Il souhaite également aller à la rencontre de l'ensemble des agriculteurs, que ce soit lors de futures visites de la sucrerie ou à l'occasion des réunions de fin de campagne. Son objectif est clair : comprendre les réalités du terrain, écouter les attentes et renforcer la confiance qui unit Iscal aux planteurs.

La betterave, une culture rentable et durable
Vincent porte une conviction forte : la culture de la betterave doit rester une activité phare et rentable pour les agriculteurs belges. Dans un contexte agricole en pleine mutation, il souhaite consolider une filière stable, capable d'assurer aux planteurs une assise financière solide. La CBB et Iscal partagent cette ambition, fondée sur un partenariat transparent et durable.

Iscal, un fleuron européen
Fort de son expérience dans l'industrie cimentière et résolument tourné vers l'avenir, Vincent ambitionne de faire d'Iscal un fleuron de l'industrie sucrière européenne. Cette ambition passe par la poursuite des investissements dans une usine toujours plus performante, tout en assurant la sécurité de l'ensemble des collaborateurs et en développant la stratégie de durabilité d'Iscal.
En renforçant ensemble la filière betterave-sucre, Iscal et la CBB construisent un avenir dans lequel la betterave demeure une culture durable, rentable et fièrement belge.

France : faire voler des avions avec de la betterave et du blé

La filière betteravière cherche activement de nouveaux débouchés, et l'aviation s'impose comme une piste prometteuse. Le groupe sucrier Tereos a créé, avec Airbus, Safran et Technip Energies, la coentreprise Rebound afin de construire dans le port de Dunkerque une grande usine de carburant d'aviation durable (SAF).

L'usine vise une production d'environ 160 000 tonnes de SAF par an, ce qui en ferait l'une des plus grandes installations de ce type en Europe. Elle utilise la technologie dite Alcohol-to-Jet, qui transforme l'éthanol en kérosène synthétique. La matière première est de l'« éthanol avancé », issu de résidus agricoles comme la paille, les coproduits de betterave et les sons de blé, et non de cultures spécialement destinées au carburant.

La production démarrerait vers 2030. La décision finale d'investissement dépend encore d'études techniques et d'autorisations, qui doivent aboutir au second semestre 2026. Pour la filière betteravière, le projet représente à terme un débouché industriel supplémentaire, même si les initiateurs soulignent que le SAF reste pour l'instant bien plus cher que le kérosène fossile et qu'il faut encore des mécanismes de soutien et des capacités de production.

Pologne : les planteurs rejettent l'offre de prix pour 2027

En Pologne, les négociations sur les contrats betteraviers pour 2027 ont tourné au bras de fer. Début octobre, les discussions à Varsovie entre le fabricant de sucre KGS (Krajowa Grupa Spożywcza) et la fédération des associations de planteurs ont échoué. Le 23 octobre, une commission parlementaire de l'agriculture s'est penchée sur le dossier, en présence de représentants des planteurs et du ministère du Patrimoine de l'État.

L'enjeu est le prix. Le prix de base proposé, d'environ 26 euros la tonne, a été rejeté par les planteurs, qui rappellent les quelque 46 euros la tonne payés en 2023. KGS a déjà réduit de 10 à 16 % le volume sous contrat pour la campagne en cours, mais a annoncé qu'il ne procéderait pas à de nouvelles réductions.

Pour la campagne en cours 2026/27, les changements sont limités, mais le véritable risque se situe en 2027/28 : si les conditions ne s'améliorent pas, les planteurs menaçent de convertir une partie de leurs surfaces betteravières vers le maïs ou d'autres grandes cultures. Une baisse des volumes resserrerait l'approvisionnement en sucre dans la région et déplacerait une partie de la demande vers d'autres producteurs de l'UE. Le conflit illustre la tension plus large entre planteurs et transformateurs alors que le m



Une annonce dans le Betterav

Vous connaissez une entreprise qui souhaiterait toucher les betteraviers belges ? Pensez à machines agricoles, techniques de pulvérisation, pneumatiques, applications numériques, enregistrement des cultures... Parlez-lui du Betteravier ! Notre revue est distribuée à 5.500 agriculteurs, un public professionnel et actif, attentif à l'innovation. Les entreprises intéressées peuvent demander les formats et tarifs à Isabelle Roelandts (isabelle.roelandts@cbb.be), qui se fera un plaisir de les renseigner.

Dans le monde : la météo dicte le marché du sucre en 2026/27

En juin 2026, le service météorologique américain NOAA a confirmé qu'un El Niño est en cours, et il pourrait devenir l'un des plus puissants jamais mesurés. Ce phénomène, qui fait grimper les températures du Pacifique, marque de son empreinte les grands producteurs de sucre et contribue à expliquer pourquoi le marché mondial bascule cette année de l'excédent au déficit.

El Niño apporte généralement de la sécheresse en Asie du Sud et du Sud-Est : l'Inde a connu une mousson plus faible et, en Thaïlande, le temps sec a pesé sur les plantations de canne. Paradoxalement, le même phénomène provoque des pluies abondantes au Brésil, où l'hiver le plus humide depuis un siècle a perturbé la récolte de canne dans le Centre-Sud. Comme ce sont précisément ces pays qui fournissent l'essentiel de la production mondiale, la météo pèse cette année particulièrement lourd sur le bilan mondial.

L'Europe n'a pas échappé non plus aux extrêmes climatiques : une sécheresse estivale exceptionnelle, par endroits la plus sévère depuis des décennies en France, a grignoté les rendements, même si elle n'est pas directement liée à El Niño. La conjonction de tous ces facteurs a fait fortement remonter les prix et rend les perspectives incertaines : les analystes avertissent qu'une récolte décevante pourrait encore creuser le déficit mondial.

Contrat betteravier britannique 2027/28 : prix en baisse, choix élargi

Après des mois de négociations et une menace d'arbitrage, British Sugar et la NFU Sugar ont trouvé un accord.

Des négociations laborieuses

Chez nos collègues britanniques aussi, les négociations ont été tout sauf faciles. Le sucrier British Sugar et l'organisation de planteurs NFU Sugar se sont opposés pendant des mois sur le prix de la betterave 2027/28. Début août, British Sugar a même lancé une procédure d'arbitrage. Le 5 octobre, un accord a finalement été trouvé à la table des négociations. La NFU Sugar le juge équitable, mais qualifie le processus de « long et coûteux ».

Trois formules, librement combinables

Les planteurs britanniques peuvent répartir leur tonnage contractuel entre trois formules :

- Prix fixe : 28,50 £/t pour 50 % maximum du contrat, contre 30 £/t l'an dernier et 33 £/t en 2025/26.
- Prix de base avec bonus de marché : 25,50 £/t garantis, plus 25 % de la plus-value dès que le prix moyen du sucre blanc départ usine de British Sugar dépasse 560 €/t.
- Contrat indexé : pour 50 % maximum, lié au marché à terme du sucre brut (n° 11) et au taux de change livre-dollar.

Par ailleurs, un projet pilote de vente à terme est mené pour la récolte 2027. Via une application de la maison de négoce Czarnikow, les planteurs peuvent vendre à l'avance jusqu'à 10 % de leur contrat, sur la base de l'échéance d'octobre 2027 du sucre brut.

Quels enseignements ?

Le bonus de marché retient l'attention : le planteur profite directement d'un prix du sucre plus élevé au-delà d'un seuil fixé. C'est précisément le type de mécanisme que demande aussi la CBB : une répartition de la valeur du sucre qui permette au planteur de bénéficier de l'amélioration du marché. Dans le même temps, l'exemple britannique montre que le prix fixe y recule aussi, et que l'arbitrage entre sécurité et risque de marché repose de plus en plus sur le planteur.

La campagne en images













CBB

Betteraviers belges – Belgische bietentelers

Organe mensuel de la Confédération des Betteraviers Belges asbl CBB
Boulevard Anspach 111 / 10 • 1000 Bruxelles
T. 02 513 68 98 • F. 02 512 19 88 • www.cbb-belgium.be • lebetteravier@cbb.be

COLOPHON
Editeur responsable: Hendrik Vandamme, Président de la CBB
Edition et publicité: Isabelle Roelandts
Responsable de la technique betteravière: IRBAB Tirlemont
Imprimerie: Antilope De Bie

Abonnement annuel: Belgique € 24,00 • UE € 44,00 • Hors UE € 54,00
IBAN BE 70 1031 0384 3925 • TVA BE 0445.069.157

Suivez-nous!

LinkedIn

Facebook

Instagram